

## Les perspectives d'évolution de la lutte contre la corruption

**Demain, samedi 9 décembre 2023, aura lieu la journée internationale de lutte contre la corruption, 20 ans après l'adoption de la Convention des Nations Unies contre la corruption. L'occasion de revenir sur les perspectives d'évolution du corpus normatif français dans ce domaine.**

Le 19 octobre dernier, l'AFA lançait une consultation publique sur son plan national de lutte contre la corruption 2024-2027, celle-ci ayant pris fin le 19 novembre.

Prenant la forme d'un questionnaire thématique, cette consultation pose notamment la question d'une extension des dispositions de l'article 17 de la loi Sapin II aux acteurs publics (administrations de l'Etat, collectivités territoriales et autres entités publiques) qui n'entrent pas à ce jour dans le champ d'application du texte susvisé.

Si une telle extension serait de nature à impacter sensiblement les acteurs publics, tant sur le plan organisationnel que budgétaire (même si l'on conviendra que certains de ces acteurs se sont déjà dotés de dispositifs de lutte contre la corruption), elle faciliterait la détection et la prévention des faits de corruption... d'agents publics.

Sont également envisagés un alourdissement des obligations pesants sur les agents publics (déjà soumis à des obligations déclaratives quant à leur situation patrimoniale de même qu'à des règles déontologiques) ou encore un mécanisme de certification des acteurs de la compliance au sein des entreprises, comme il en existe déjà en matière de protection des données personnelles ou pour les conseillers financiers.

Rappelons que le 19 octobre 2021, Monsieur Raphaël Gauvin, alors député, avait déposé une proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la corruption, laquelle n'a pu en définitive être adoptée. Celle-ci comprenait pourtant de nombreuses propositions intéressantes, telle que l'extension du champ d'application de la loi aux groupes étrangers ayant une ou plusieurs filiales en France.

L'AFA reprendra certainement l'une ou l'autre de ces propositions dans son plan 2024-2027.

Nathan Morin, avocat